

PARTI DES CHOMEURS ET DES MECONTENTES

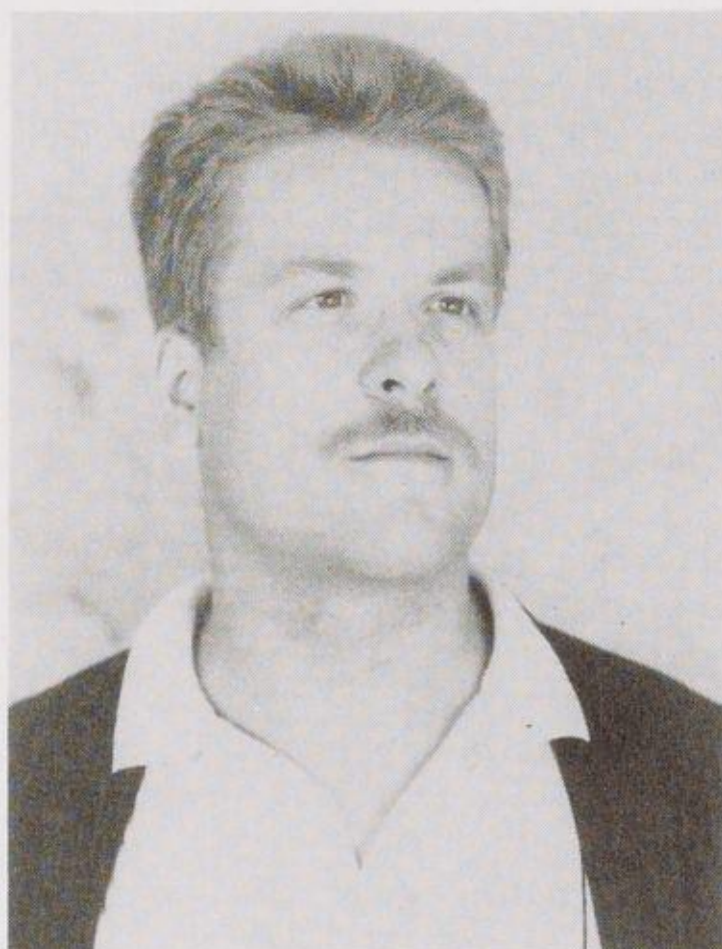
Notre slogan : D'abord l'Emploi

4 Millions de chômeurs

2 Millions de mal logés

500 000 sans-abris

*Il y a en France et chaque jour davantage la coexistence
d'un argent facile et d'une grande misère*



M. MENANT

*Candidat 1ère circonscription
de SEINE ET MARNE*

Un mouvement original est né, porteur d'espoir avec des hommes nouveaux, libres de toutes attaches politiciennes.

Ce que nous voulons, c'est une politique également nouvelle qui fasse de l'emploi bien sûr, mais aussi du logement et de la réduction des inégalités ses objectifs prioritaires.

Car il est urgent d'agir, sinon bientôt 4 ou 5 millions de chômeurs conduiront à une explosion sociale !

Alors si vous êtes mécontents de la politique actuellement menée dans notre pays, si vous aspirez à une société moins inégalitaire, avec moins de gaspillages et scandales en tout genre, en bref si vous aspirez à un profond changement, exprimez-vous en faveur d'un mouvement neuf, d'hommes nouveaux.

Rassemblons-nous tous, et formons un large courant qui se doit de devenir une force de pression et de propositions pour une France de demain plus saine et plus solidaire.

.../...

Constat :

- L'Etat français prélève 44 % de la richesse nationale (bien plus qu'en Allemagne, Grande-Bretagne ...),
- 10 % des plus riches français possèdent 51 % du patrimoine,
- 10 % des plus pauvres n'en ont que 2,7 %.

Durant ces dix dernières années, les inégalités se sont encore accrues, tandis que la précarité et la pauvreté ne cessaient de se développer, touchant de nouvelles couches de la population qui n'avaient pas jusqu'alors connu la misère.

Ce que nous voulons avant tout :

Nous voulons reconstruire l'Emploi en redistribuant plus équitablement le fruit des richesses nationales (réduction des inégalités par trop criantes) et en amenant l'Etat à faire de très sérieuses économies (fini les grands travaux de prestige ainsi que les subventions incontrôlées et dispendieuses de toutes natures et baisse de nombreux budgets ministériels), mais aussi les départements et les communes incitées à des dépenses moins somptuaires.

Propositions :

- Réduction du temps de travail à 35 H sans diminution de salaires pour une majorité des salariés, avec embauche en parallèle de 8 % minimum, cela sans augmentation du coût pour les entreprises (baisse des cotisations sociales), l'opération étant prise en charge par l'Etat et les salariés et contribuables les plus aisés (ex. : suppression des allocations familiales pour ceux-ci).
- Salaire parental pour celui des conjoints qui déciderait de rester à la maison afin de garder son ou ses enfants en bénéficiant d'un soutien financier appréciable (3 000 F environ) sous certaines conditions (minimum d'années de cotisations sociales, plafond de ressources) et ce pour une certaine période - chaque emploi ainsi libéré revenant obligatoirement à un chômeur.

Toutes ces mesures nécessaires économiquement et souhaitables socialement (temps libre) n'équivaldraient guère qu'à quelques points de nos prélèvements et relanceraient l'économie du pays.

Notre programme bien sûr ne s'arrête pas là, d'autres réformes s'imposent, tels la relance du logement, la revitalisation du monde rural, une nouvelle politique des transports, et bien entendu une lutte vigoureuse contre l'insécurité.

